

OBJET :

**ACHEVEMENT DE REFECTION DE DEUX PISTES AUX
DOUARS AL KOUF A AIT SALEH A LA CR AIT SEBAA
LAJOURF A LA PROVINCE DE SEFROU**

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

&

BORDEREAU DES PRIX DETAIL ESTIMATIF

APPEL D'OFFRES N° 19/RFM/2017

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres des prix, séance publique, en application de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434(20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

**OBJET: Achèvement de réfection de deux pistes aux douars Al Kouf
A Ait Saleh à la CR Ait Sebaa Lajourf à la Province de Sefrou**

Marché passé par voie d'appel d'offre ouvert conformément aux dispositions de l'alinéa 2 du § 1 de l'article 16, § 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du § 3 de l'article 17 du Décret N° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20/03/2013) fixant les conditions et les formes de passations des marchés de l'Etat ainsi que certaines dispositions relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Entre

Monsieur le président du conseil Régional de Fès -Meknès, agissant au nom et pour le compte de la Région Fès -Meknès.

D'une part,

ET

1. Cas d'une personne morale

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....
en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....ouvert auprès
de.....

Désigné ci-après par le terme « Entrepreneur».

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

2. cas de personne physique

M.

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce deSous le n°.....

Patente n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions)..... ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « Entrepreneur».

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT

3. cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention

.....(les références de la convention)..... :

• **Membre 1 :**

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions).....ouvert auprès de.....

• **Membre 2 :**

(Servir les renseignements le concernant)

•

•

• **Membre n :**

•

•

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant

M..... (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions)..... ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « **Entrepreneur** ».

D'autre part

Il a été convenu et arrêté ce qui suit:

.../...

CHAPITRE I :

INDICATIONS GENERALES

Article 1 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet : **Achèvement de réfection de deux pistes aux douars Al Kouf à Ait Saleh à la CR Ait Sebaa Lajourf a la Province de Sefrou.**

Article 2 : Mode et procédure de passation du marché

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offre des prix, en application de l'article 16 alinéa 2 paragraphe 1 et l'article 17 alinéa 3 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I, 1434 (20 mars 2013), relatif aux marchés publics.

Article 3 : Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage du présent marché est **le président du conseil Régional de Fès -Meknès.**

Article 4 : Maîtrise d'œuvre et assistance technique

La maîtrise d'œuvre est confiée à l'Agence Régionale d'Exécution des Projets de la région Fès-Meknès et à la Province de Sefrou / division des équipements. Leur mission consiste à :

- Le suivi des travaux ;
- La coordination des suivis du chantier ;
- La vérification et l'établissement des décomptes ;
- La réception provisoire et la réception définitive.

Article 5 : Description sommaire des ouvrages

Les travaux à exécuter du présent marché comprennent:

- Démolition des ouvrages de toute nature.
- Terrassement en terrain de toutes nature y compris rocher.
- Maçonnerie de moellons en fondations et élévation.
- Heressonage en pierre sèche
- Armatures pour béton armé
- Béton armé pour toutes ouvrages
- Béton B3

Article 6 : Référence aux textes généraux

Pour exécution du présent marché, l'entrepreneur reste soumis aux textes généraux suivants :

1. Loi organique 111-14 relative aux régions
2. Le décret n° 2-12-349 du 8 joumada 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;
3. Le décret n° 2-14-394 du 13 Mai 2016 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat ;
4. Le décret n° 2-16-344 du 22/07/2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatif aux commandes publiques ;
5. Décret n 2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics
6. Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, la sécurité du personnel, les salaires de la main d'œuvre.
7. Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics.
8. Le décret N°2- 09-441du 17 Moharram 1431 (3 /1/2010) portant règlement de la comptabilité publique des collectivités locales et de leurs groupement tel qu'il a été complétée et modifié.
9. Le dahir portant la loi n°01-09-02 du 22 Safar 1430 (18/02/2009) portant promulgation de la loi n°45-08 relatif à l'organisation des finances des collectivités locales et de leurs groupements.

10. Arrêté du ministre de l'économie et des finances n°1871-13 du 4 Chaabane 1434 (13/06/2013) fixant la rémunération relative à la remise des plans et documents techniques prévue par les articles 19 et 99 du décret n° 2-12-349 précité.
11. Arrêté du ministre de l'économie et des finances n°1872-13 du 4 Chaabane 1434 (13/06/2013) relatif à la publication des documents dans le portail des marchés publics.
12. Arrêté du ministre de l'économie et des finances n°3011-13 du 24 Hijja 1434 (30/10/2013) portant application de l'article 156 du décret n° 2-12-349 précité
13. Arrêté du ministre de l'Intérieur n°3574-13 du 6 Safar 1435 (10/12/2013) fixant les cahiers des prescriptions communes applicables aux marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.
14. Arrête du Chef du gouvernement n°3-302-15 du 15 Safar 1437 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marches publics. BO n° 6422 DU 17/12/2015
15. Le Dahir n°1-86-347 du rabia II 1406 (20 décembre 1985) portant promulgation de la Loi n° 30-85 relative à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) ;

Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat et de ce rendus applicables à la date de signature du marché ;

C- TEXTES SPECIAUX

- 1) L'instruction n° 4/39/57 prescrivant l'emploi de produits ou matériaux de provenance Marocaine.
- 2) Le guide marocain pour les terrassements routiers (GMTR), édition 2002.
- 3) Note circulaire DRCR/214.23/60321/20.13/06 du 16/06/2006 relatif à l'exigence de la justification de la provenance du sable utilisé dans la réalisation des marchés.
- 4) La circulaire 6001 Bis TP du 7 Aout 1958 relative au transport des matériaux et des marchandises pour l'exécution des travaux publics
- 5) La circulaire 6.015 du 1er avril 1965 de Monsieur le Ministre des Travaux Publics et des Communications faisant application du cahier des prescriptions spéciales type.
- 6) Fascicule n° 1 du cahier des clauses techniques communes applicables aux diverses natures de travaux
- 7) Fascicule n° 3 du cahier les prescriptions communes applicables aux travaux routiers courants, relative à l'exécution des travaux de terrassement
- 8) Fascicule n° 5 du cahier des prescriptions Communes applicables aux travaux routiers courants, relative à l'exécution des corps de chaussées
- 9) Les normes marocaines en vigueur.

L'Entrepreneur devra se procurer à ses frais ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas invoquer son ignorance des textes pour se dérober aux obligations qui y sont contenues.

En cas de modification dans les textes concernés, l'entrepreneur se référera aux plus récents d'entre eux.

Il est formellement stipulé qu'en cas de contradiction entre les dispositions du présent CPS et celles des documents sus visés, seules seront applicables, par dérogation à toutes autres, les clauses de ce marché.

Article 7 : Obligations particulières

Les obligations de l'entreprise comportent non seulement l'observation des prescriptions des textes énumérés ci-dessus mais aussi l'observation de tout autre décret, arrêté, réglementation ou normes en vigueur à la date de la remise de l'offre, applicables aux travaux du présent marché.

Article 8 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont celles énumérées ci-après par ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales (C.P.S) ;
3. Le bordereau des prix - détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales travaux (C.C.A.G-T).

Par le fait même de la signature de l'acte d'engagement, l'entrepreneur est réputé avoir lu et accepté les conditions et clauses prévues au présent C.P.S ainsi que celles prévues par le C.C.A.G-T, le D.G.A ainsi que toutes autres pièces rendues contractuelles par ce même document.

Article 9 : Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent :

- Les ordres de service ;
- Les avenants éventuels ;
- La décision prévue à de l'article 57 du C.C.A.G-T, le cas échéant.

Article 10 : Etendue des obligations contractuelles

Le marché comprend l'exécution et l'achèvement des travaux dans les conditions spécifiées dans les cahiers des charges, ainsi que l'entretien des ouvrages tel que défini dans le C.P.C jusqu'à la date de la réception définitive.

A ce titre, le marché comprend :

- La fourniture de main d'œuvre et son encadrement ;
- La fourniture de tous les matériaux nécessaires à l'exécution des travaux ;
- La fourniture et l'exploitation durant le chantier de tout le matériel de travaux publics et autre si nécessaire ;
- La construction d'ouvrages et d'installation provisoires et d'une manière générale, toutes les prestations à caractère provisoire ou définitif nécessaires à la réalisation et à l'achèvement des travaux et à l'entretien des ouvrages telles que la nécessité de ces fournitures et prestations est spécifiée par le marché ou qui en découle raisonnablement.

L'entrepreneur doit en outre remplir les obligations suivantes :

- Vérifier la présence et la cohérence des documents contractuels qui définissent de façon précise et sans équivoque les ouvrages à réaliser ;
- Procéder aux études complémentaires et à l'établissement de tous documents techniques (note de calculs, levé topographique,.....) qui sont nécessaires à la bonne réalisation des ouvrages, s'assurer également des quantités de terrassement nécessaires à l'élargissement de la piste initialement prévue dans ce marché avant tout commencement des travaux.

Article 11 : Domicile de l'entrepreneur

A défaut par l'entrepreneur de satisfaire aux prescriptions de l'article 20 du CCAG-T, toutes les notifications lui seront valablement faites à l'adresse indiquée dans le présent C.P.S.

En cas de changement de domicile, l'entrepreneur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

Article 12 : Présence de l'entrepreneur sur les lieux des travaux

1/ Pendant la durée des travaux, l'entrepreneur doit être présent en permanence sur le lieu d'exécution des travaux ou se faire représenter par un agent dûment agréé par le maître d'ouvrage, muni des pouvoirs nécessaires, de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue en raison de son absence.

La demande écrite présentée par l'entrepreneur en vue de l'agrément d'un représentant, doit fournir toutes références utiles concernant cet agent et faire connaître exactement l'étendue des pouvoirs qui lui sont accordées par l'entrepreneur au point de vue tant de la conduite des travaux que du règlement des comptes.

2/ L'entrepreneur ou son représentant est tenu de répondre aux convocations qui lui sont adressées pour se rendre sur les lieux des travaux toutes les fois qu'il en est requis. Des procès-verbaux écrits doivent être produits à l'issue des réunions ou des visites de chantier effectuées en présences de l'entrepreneur.

Article 13 : Communications

Les communications de toutes natures relatives à l'exécution des prestations entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur se font par écrit. Elles sont notifiées ou déposées à l'adresse indiquée par les deux parties.

Les communications prévues ci-dessus sont soit déposées contre récépissé auprès du destinataire, soit adressés audit destinataire par lettre recommandée avec accusé de réception et ce dans le délai imparti, s'il en est prévu un. La date du récépissé ou de l'accusé de réception fait foi pour la détermination du calcul du délai. Elles peuvent également lui être expédiées, à titre complémentaire, par fax confirmé ou par courrier électronique.

CHAPITRE II :

PRESCRIPTIONS DIVERSES

Article 14 : Validité du marché

Le présent marché ne sera valable, définitif ou exécutoire qu'après son approbation par l'autorité compétente et sa notification au titulaire du marché.

Article 15 : Délai de notification de l'approbation du marché

Conformément à l'article 153 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013), le titulaire du marché ne sera libre de renoncer à son entreprise que si l'approbation de son marché ne lui est pas notifiée dans un délai de soixante quinze (75) Jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis

Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément au 2ème alinéa de l'article 33 du décret sus indiqué, le délai d'approbation est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Lorsque le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai, lui proposer par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.

En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Si le titulaire n'a pas usé de cette faculté, il se trouvera engagé irrévocablement vis à vis de l'administration par cette notification.

Article 16 : Nantissement

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du présent marché, il est précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par la Région Fès - Meknès, en exécution du présent marché, sera opérée par les soins de **président du conseil régional de Fès - Meknès**,
2. Le Fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du présent marché, ainsi qu'aux bénéficiaires des nantissements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 4 du Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, est le **président du conseil régional de Fès – Meknès**.
3. Les paiements prévus au présent marché, seront effectués par le **Trésorier Régional de Fès**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Conformément aux dispositions du C.C.A.G-T en vigueur, le maître d'ouvrage délivre sans frais, à l'entrepreneur, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention « exemplaire unique » et destiné à former titre de nantissement.

Les frais de timbre de l'exemplaire remis au titulaire du marché, ainsi que les frais de timbre de l'original conservé par l'administration sont à la charge du titulaire du marché.

Article 17 : Délai d'exécution des travaux - Pénalités pour retard

Le délai d'exécution global du présent marché est fixé à **cent cinquante jours (150j)**.

En cas de non-respect par l'entrepreneur du délai d'exécution il lui sera appliqué une pénalité journalière de retard égale 1/1000 du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, par les avenants (DH/jour de calendrier). Les pénalités sont cumulables et déduites d'office des sommes qui lui sont dues au titre du marché et en cas d'insuffisance sur son cautionnement sans préjudice des poursuites qui pourraient être engagées contre lui pour le recouvrement du reliquat des pénalités.

Par application de l'article 65 parag7du C.C.A.G.T, le montant des pénalités est plafonné à Huit pour Cent (8%) du montant initial du marché éventuellement majoré par les montants correspondants.

Article 18 : Cautionnements - Retenue de garantie

Le cautionnement provisoire est fixé à **5.000,00Dhs (Cinq Mille Dirhams, 00 Cts)**.

Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché arrondi au Dirham supérieur.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les **vingt (20) jours** qui suivent la notification de l'approbation du marché. Il reste affecté à la garantie des engagements contractuels de l'entrepreneur jusqu'à la réception définitive des travaux

Une retenue de garantie d'un dixième (1/10) du montant des travaux sera opérée sur les acomptes provisoires. Cette retenue de garantie cessera de croître quand elle aura atteint 7% du montant initial du marché, augmenté, le cas échéant, par les avenants. Le délai de garantie est fixé à Une (1) année à compter de la date du procès verbal de la réception provisoire des travaux.

Article 19 : Sous-traitance

Le titulaire choisit librement ses sous-traitants sous réserve qu'il notifie au maître d'ouvrage la nature des prestations qu'il envisage de sous-traiter et l'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous-traitants, et ce, conformément à l'article 158 du décret n° 2-12-349 du 20 Mars 2013

Article 20 : Assurances et responsabilités

Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur doit adresser au maître d'ouvrage les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce conformément aux stipulations de l'article 25 du CCAG-T.

Article 21 : Droits de timbres et d'enregistrement

Le titulaire supportera les frais de timbre et éventuellement les frais d'enregistrement des différentes pièces du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 du CCAG-T.

Article 22 : Réception provisoire

En application de l'article 73 du CCAGT, l'entrepreneur avise le maître d'ouvrage par écrit de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés où le seront. Le maître d'ouvrage procède, l'entrepreneur ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette date est postérieure.

- Dans un délai de 15 jours suivant la date du P.V de réception, le M.O fait connaître par OS sa décision de prononcer ou non la réception.
- Le M.O peut prononcer la réception provisoire sous réserve d'exécuter les prestations non réalisées dans un délai n'excédant pas 1 mois.
- Si la réception est assortie de réserves, l'entrepreneur doit remédier aux imperfections dans les délais fixés par O.S, faute de quoi, le M.O peut faire exécuter les travaux correspondant aux frais et risque de l'entrepreneur.
- Si les imperfections constatées ne portent pas atteinte à la sécurité et au comportement des ouvrages, le M.O peut proposer une réfaction sur les prix.

Article 23 : Réception définitive

Conformément à l'article n° 76 du C.C.A.G.T; la réception définitive aura lieu douze mois (12 mois) après la date de la réception provisoire des travaux et la retenue de garantie sera débloquée, après que la réception définitive soit prononcée sans réserve par le maître d'ouvrage.

Article 24 : Délai de garantie

Le délai de garantie est fixé à une année à partir de la date de réception provisoire. Pendant la durée du délai de garantie, l'entrepreneur demeure responsable de ses ouvrages et, est tenu de les entretenir à ses frais, il reste même responsable des actions ou indemnités formulées par les tiers pour dommages résultant de l'exécution des travaux.

Article 25 : Recrutement et paiement des ouvriers

Les formalités de recrutement et de paiement des ouvriers sont celles prévues par les dispositions de la réglementation en vigueur.

Article 26 : Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages et dans la masse des travaux.

Les changements de diverse nature d'ouvrages sont soumis aux dispositions des articles 55, 56, 57, 58 et 59 du C.C.A.G-T pour l'augmentation ou la diminution dans la masse des travaux.

Article 27 : Contrôle des travaux

Nonobstant le contrôle et la surveillance normale des travaux par l'administration, l'Entrepreneur devra laisser libre accès de son chantier aux agents chargés du contrôle des travaux, leur présenter s'ils le demandent toutes les pièces du projet et leur fournir tous les renseignements et explications utiles pour l'exécution de leur mission.

Article 28 : Cas de force majeure

Conformément à l'article 47 du CCAG-T, les seuils des intempéries et autres phénomènes naturels qui sont réputés constituer un événement de force majeure au titre du présent marché est définis comme suit :

- Pluie d'intensité supérieure ou égale à 80 mm/jour ;

- Séisme d'intensité supérieure ou égale à 5° à l'échelle de Richter ;
- Neige de hauteur supérieure ou égale à 0,5 m.

Article 29 : Cession du marché

L'Entrepreneur est tenu de se conformer aux prescriptions de l'article 27 du C.C.A.G-T.

Article 30 : Ajournements des travaux

Les ajournements des travaux sont prescrits par ordre de service motivé.

L'Entrepreneur est tenu de se conformer aux dispositions de l'article 48 du C.C.A.G-T.

Article 31 : Résiliation du marché

Les conditions de résiliation du présent marché sont celles prévues à l'article 69 du C.C.A.G-T.

Article 32 : Litiges

En cas de difficultés survenues entre le titulaire et le maître d'ouvrage au cours de l'exécution du marché, il sera fait application des dispositions des articles du C.C.A.G-T. En cas de désaccord, le litige entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur est soumis aux tribunaux compétents.

CHAPITRE III :

MODE D'EXECUTION ET EVALUATION DES TRAVAUX

Article 33 : Détermination des prix

Il est formellement stipulé que l'entrepreneur est réputé avoir une parfaite connaissance de la nature des conditions et difficultés d'exécution des travaux et avoir personnellement examiné dans tous leurs détails, les pièces du projet établies par l'administration, s'être entouré de tous les renseignements nécessaires à la composition des prix et avoir obtenu toutes les précisions désirables pour que l'ouvrage fini soit conforme à toutes les règles de l'art et aux prescriptions du marché, les prix établis par l'entrepreneur correspondent à des ouvrages en parfait état d'achèvement et de fonctionnement et toutes sujétions.

Article 34 : Mode de mesurage

L'établissement des métrés sera établi par l'entreprise titulaire du marché et vérifié par l'administration.

Article 35 : Règlement des sommes dues

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte courant postal, bancaire ou à la Trésorerie Générale du Royaume, ouvert au nom du titulaire tel qu'il ressort de son acte d'engagement.

Article 36 : Révision des prix

Conformément à l'article 12 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I, 1434 (20/03/2013), relatif aux marchés publics ; les prix du présent marché sont révisibles en application de la formule de révision des prix ci-après :

$$P = P_0 * [0.15 + 0.85 * (TR3 / TR3_0)]$$

dans laquelle :

P : Montant des travaux révisés H.T.V.A

P0 : Montant H.T.V.A des travaux initial fourni par l'entrepreneur le jour limite de la remise des plis

(TR3)0 : Valeur de l'index global à la date de la réception de l'offre

TR3 : Valeur de l'index global à la date de l'exigibilité de la révision

Après expiration du délai contractuel, il sera tenu compte uniquement des baisses des index, par contre en cas de hausse, les index d'application seront bloqués aux dernières valeurs calculées dans le cours du délai d'exécution..

Article 37 : Réunion de chantier

L'entrepreneur ou son représentant est tenu de se rendre personnellement aux convocations du maître d'ouvrage et d'accompagner les représentants de cette dernière sur les chantiers lors des visites périodiques et de leur donner les explications sur les travaux. La périodicité des visites est fixée par le maître d'ouvrage ou par l'ingénieur chargé du

suivi du chantier qui pourra dans les mêmes conditions fixer toute visite exceptionnelle sous préavis de vingt quatre heures. Il sera dressé, pour chaque réunion, un procès verbal qui sera contresigné par le maître d'ouvrage et l'entrepreneur en fin de séance. Dans le cas où l'entrepreneur est absent ou refuse de contresigner le procès verbal, celui-ci lui est notifié par ordre de service.

Ces procès verbaux étant appelés à remplacer autant que possible les échanges de correspondance entre le maître d'ouvrage, l'ingénieur chargé du suivi et l'entrepreneur. Ce dernier veillera à y faire inscrire au fur et à mesure du déroulement des travaux, ses observations, ses réclamations ou réserves. L'inscription de ces dernières au cahier de chantier ne saurait remplacer la présentation des réclamations dans les formes et conditions prévues par les clauses du C.C.A.G-T.

Lors des visites de chantier, l'entrepreneur est tenu de prendre toutes dispositions pour rendre accessible la totalité des lieux d'opérations dans des conditions de sécurité totale.

Il devra faciliter toute opération de mesure et tenir à disposition tout document nécessaire à la bonne conduite des travaux et toute fiche d'essai de matériaux reçu sur le chantier ou mis en œuvre.

Article 38: Provenance des matériaux

En application de l'article 56 du CCGA-T, les matériaux destinés à l'exécution des travaux ne seront d'origine étrangère qu'en cas d'impossibilité de se procurer des matériaux de fabrication marocaine. Les matériaux pour la construction de la route, devront être extraits d'une carrière autorisée.

Article 39 : Qualité des matériaux

La qualité des matériaux destinés à la réalisation des ouvrages objet du présent marché est celle définie par les fascicules suivants :

- Le fascicule n°3 du CPC pour les travaux routier courants relatifs aux travaux de terrassements.
- Les cahiers du fascicule n° 5 du CPC pour les travaux routiers courants relatifs aux chaussées.

Article 40 : Essais de contrôle des travaux

Les essais de contrôle seront arrêtés d'un commun accord entre l'Administration et l'entreprise, qui doivent être sanctionnés par un procès verbal, en fonction du programme général des travaux de démarrage du chantier. Toutefois, la fréquence des essais sera déterminée en commun accord avec l'administration et l'entreprise.

Article 41 : Mesure de sécurité et d'hygiène

Les mesures de sécurité et d'hygiène sont celles prévues à l'article 33 du CCAG-T. Ces mesures se rapportent notamment :

- Aux conditions de logement du personnel du chantier : prendre les dispositions nécessaires en vue d'assurer le choix adéquat du site, la propreté des logements, l'alimentation en eau potable, la présence et l'isolement des locaux sanitaires et la protection contre les crues et les incendies.
- Au ravitaillement et au fonctionnement de chantier : Les lieux de ravitaillement doivent être isolés des lieux de logement du personnel et protégés contre toute cause de pollution et de contamination.
- L'hygiène : Assurer le nettoyage quotidien, l'entretien du réseau d'égouts et l'évacuation des ordures ménagères et tout produit toxique.
- Au service médical : Disposer sur chantier des produits pharmaceutiques et équipements nécessaires pour assurer les soins médicaux de première urgence en cas d'accident éventuel.
- Aux conditions de sécurité : Doter le personnel de chantier de moyens de sécurité (tenue de travail, casques, gants, bottes etc.) et assurer la sécurité des tiers.
- Au gardiennage et à la police de chantier : Assurer un gardiennage permanent du chantier de jour comme de nuit et veiller à l'application de la discipline et du règlement de chantier.
- A la protection de l'environnement : Evacuer tous les produits et matériaux non utilisés et procéder à la remise en état des lieux.

Article 42 : Nettoyage du chantier

L'entrepreneur devra évacuer régulièrement des locaux où il travaille les gravas ou débris divers. Le maître d'ouvrage pourra à tout moment exiger ce nettoyage lorsqu'il n'aura pas été exécuté spontanément.

Article 43 : Attachements

Les attachements sont celles prévues à l'article 61 du CCAG-T, Les attachements sont établis par l'entrepreneur au fur et à mesure de l'avancement des travaux .C'est un document qui constate l'exécution des travaux .Il sert de base à l'établissement des décomptes

Article 44 : Modalités de règlement

Les décomptes sont réglés à l'entrepreneur après réception par le maître d'ouvrage de tous les métrés, situations et pièces justificatives nécessaires à sa vérification.

Seules sont réglées, les prestations prescrites par le C.P.S ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage.

Les prestations sont réglées par application des prix aux quantités réellement exécutées après déduction de la retenue de garantie.

Les situations seront cumulatives et seront réglées par application des prix aux quantités réellement exécutées.

Article 45 : Documents à remettre à l'administration

En fin d'exécution, l'entrepreneur remettra à l'administration, avant la réception provisoire des travaux :

- Les rapports de contrôle du laboratoire,
- Les agréments des matériaux à utiliser ;
- Le plan de recollement
- Un album photos décrivant le déroulement des travaux depuis l'installation du chantier jusqu'à la réception provisoire des travaux .Et ce, sous forme d'album photos et documents écrits et sur Clé USB en double exemplaire.

Article 46 : Définition des prix :

Prix n°1 : Terrassement en terrain de toutes nature y compris rocher

Ce prix rémunère le mètre cube de terrassement en terrain rocher y compris des fouilles seront exécutées aux cotes du projet avec tolérance au plus ou moins 0.20m et la démolition dans toutes natures d'ouvrages, Y compris maçonnerie, mur en agglos ; béton arme ; saguia. Le prix devra comprendre toutes sujétions éventuelles de blindages, ou épuisement, jet sur banquettes et sur berge.

Ouvrage payé au mètre cube et au prix.....n° 01

Prix n° 2 : Mise en remblais ou évacuation a la décharge publique

Ce prix rémunère le mètre cube des déblais provenant des fouilles pourront servir de remblais et seront mis en place par couches successives pilonnées de 0.20m.Le présent prix comprend également le compactage au rouleau vibrant ou la dame vibrante, l'arrosage abondant, les chargements, transports, déchargements, mises en dépôts préalables éventuels dans l'enceinte du chantier et toutes les manutentions des terres.

Ouvrage payé au mètre cube et au prix.....n° 02

Prix n° 3 : Béton de propreté B5

Ce prix rémunère le mètre cube de béton de propreté sera exécuté sous les ouvrages en maçonnerie ou en béton armé pour semelles, longrines, voiles, béton banché, etc...

Il sera exécuté en béton B5 de 0.10 d'épaisseur et débordant de chaque côté des ouvrages sauf indications contraires précisées sur les plans de la maîtrise d'œuvre.

Le prix de règlement comprend le coffrage des joues, le damage et toutes sujétions de mise en œuvre. Ce béton de propreté sera payé pour une épaisseur moyenne de 0.10m au mètre cube théorique.

Ouvrage payé au mètre cube au prix.....n° 03

Prix n° 4 : Maçonnerie de moellons en fondation et élévation

Ce prix rémunère au mètre cube de la mise en œuvre des murs en fondations à 1 ou 2 parements, de toutes épaisseurs et toutes formes, exécutées en moellons hourdés au mortier de ciment N°2.

Les parements seront dressés sur leurs faces vues de façon à ne pas présenter d'aspérités.

Les joints seront soigneusement remplis au mortier le prix de règlement comprend les tailles pour angles rentrants ou sortants, les fruits, arrondis, boutisses, faisant toute l'épaisseur du mur et à raison d'une par mètre carré.

Ouvrage payé au mètre cube et au prix.....n° 04

Prix n° 5 : Herissonage en pierres sèches

Ce prix rémunère le mètre carre des pierres sèches après damage, suivant plans : exécutés à la main, les pierres posées la pointe en haut, compris fermeture à la pierre cassée. Si le tout venant était retenu, il devrait être formellement réalisé en tout venant de carrières sur une épaisseur de 20 cm.

Ouvrage payé au mètre carre et au prix.....n° 05

Prix n° 6 : Armatures pour béton arme

Ce prix rémunère le kilogramme de pose des Armatures pour ouvrages en béton armé en fondation, dallage et élévation en acier à haute limite élastique $f_e = 500$ MPa.

L'Entrepreneur devra la fourniture, la façon et la pose des aciers, les fils de ligatures aciers de montage, les cales annulaires

Le poids des aciers pris en compte résultera du métré théorique, compte tenu des recouvrements, crochets, en appliquant les longueurs au poids théorique.

Aucune majoration ne sera accordée pour les chutes, fils de ligature, tolérance de laminage, mise en œuvre à toutes hauteurs, etc...

Ouvrage payé au kilogramme et au prix.....n° 06

Prix n° 7 : Béton pour béton armé pour tous ouvrages

Ce prix rémunère le mètre cube de tous les ouvrages en béton armé seront réalisés en béton B2 dosé à 350 Kg, ciment C.P.J 45.

Le prix de règlement comprend le coffrage, les étais, la mise en œuvre à toute profondeur et toute hauteur, le vibrage, le décoffrage, et toutes sujétions;

Ouvrage payé au mètre cube et au prix.....n° 07

Prix n° 8 : Béton B3.

Ce prix rémunère au mètre cube de la mise en œuvre de béton de classe B3 pour dallage, dalots, et toute nature d'ouvrage dosé à 300 kg /m3 ciment CPJ 45 y/c coffrage, décoffrage et toutes sujétions de mise en œuvre.

Ouvrage payé au mètre cube et au prix.....n° 08

Prix n° 9 : Ouverture des fossés

Ce prix rémunère le mètre linéaire des travaux d'ouverture de fossés dans terrain de toutes natures (y compris rochers) et toutes sujétions.

Ouvrage payé au mètre linéaire et au prix.....n° 9

BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF

OBJET : Achèvement de réfection de deux pistes aux douars Al Kouf à Ait Saleh à la CR Ait Sebaa Lajourf à la Province de Sefrou.

N° des prix	Désignation des ouvrages	Unité	Quantité	Prix Unitaire Hors T.V.A (DH) (En chiffre)	Prix Total Hors T.V.A (DH) (En chiffre)
01	Terrassement en terrain de toutes nature y compris rocher	m ³	480		
02	Mise en remblais ou évacuation a la décharge publique	m ³	480		
03	Béton de propreté B5	m ³	6		
04	Maçonnerie de moellons en fondations et élévation	m ³	80		
05	Herissonnage en pierre sèche	m ²	1520		
06	Armatures pour béton armé B2	kg	4000		
07	Béton pour béton armé pour tous ouvrages	m ³	148		
08	Béton B3	m ³	18		
09	Ouverture de fosses	ml	600		
TOTAL H.T					
TAUX T.V.A (20%)					
TOTAL T.T.C					

Arrêté le présent bordereau des prix détail estimatif à la somme de :

.....

ROYAUME DU MAROC
MINISTRE DE L'INTERIEUR
REGION FES MEKNES

MARCHE N°

Marché passé après appel d'offre ouvert sur offres de prix, conformément aux dispositions de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics

Objet :

Achèvement de réfection de deux pistes aux douars Al Kouf à Ait Saleh à la CR Ait Sebaa Lajourf à la Province de Sefrou.

Montant total :

<p><u>Dressé par :</u></p> 	<p><u>Vu et vérifié par:</u></p> <p>Le Chef de la Division des Equipements</p>   <p>Directeur de l'Agence Régionale d'Exécution des Projets Région Fès - Meknès</p> <p>Youssef ZIANI</p> <p>Mohammed BOUATTAR</p>
<p><u>Lu et accepté par l'Entrepreneur soussigné :</u></p>	<p><u>Vu et Présenté par :</u></p>  <p>Pour le Président et P.O Directeur Général des Services</p> <p>Abderrazzak MOUMNI</p> <p>06 JUN 2017</p>
<p><u>Approuvé par :</u></p>	